

Digne-les-Bains, le **26 AOUT 2020**

Service Urbanisme et Connaissance des Territoires
Affaire suivie par : Mme Peggy CARLETON
Tél. : 04 92 30 55 41
Courriel : ddt-cdpenaf@alpes-de-haute-provence.gouv.fr

La Préfète des Alpes-de-Haute-Provence
à
Madame le Maire de Saint-Pons
Mairie de Saint-Pons
Le village
04400 Saint-Pons

**Objet : Demande de dérogation au titre de l'article L 142-5 du code de l'urbanisme –
déclaration de projet de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) pour un parc
photovoltaïque sur Saint-Pons**

Lors de la réunion du 23 juillet 2020, la commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) a examiné la demande de dérogation pour votre commune au titre de l'article L 142-5 du code de l'urbanisme afin d'ouvrir des secteurs à l'urbanisation dans le cadre de la modification de votre document d'urbanisme.

Cette demande concerne deux sites d'une surface totale de 17,9 ha en zone Nr (14,8 ha pour le secteur nord et 3,1 ha pour le secteur sud), situés au lieu-dit « Les graves du Riou Bourdoux ». La CDPENAF du 23 juillet 2020 s'est prononcée comme suit :

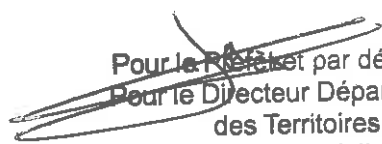
- considérant que la déclaration de projet concerne 2 sites d'une surface totale de 17,9 ha, située à proximité de l'aérodrome ;
- considérant que les secteurs sont classés en zone Nr au PLU opposable et font l'objet d'un projet de classement en 1AUpv dans la déclaration de projet ;
- considérant que ce projet s'inscrit dans une démarche participative ;
- considérant que le site ne présente aucune activité agricole, qu'il est constitué d'un boisement de pin sylvestre pour le secteur nord et d'une gravière pour le secteur sud; l'impact sur la protection des espaces est qualifié de faible ;
- considérant que des mesures environnementales d'évitement et de compensation sont prévues pour permettre de limiter les impacts résiduels sur les continuités écologiques ;
- considérant que la consommation de la surface d'espace boisé de 14,8 ha, de faible production de bois (inférieure à 4 m3/ha/an), est compatible avec le guide d'implantation des parcs photovoltaïques ;

- considérant que des nuisances sur les flux de déplacements sur la RD900 seront limités à la phase de travaux ;

- considérant que la répartition entre emploi, habitat, commerces et services est sans objet ;

Réserves : Le zonage en 1 AU_{pv} n'est pas approprié étant donné que le projet se situe sur un espace naturel.

Pour tous ces motifs, je donne mon accord à votre demande de dérogation au principe de constructibilité limitée aux espaces urbanisés pour les deux sites soumis, sous réserve d'un classement en zone indicée N_{pv} pour les sites d'implantation du projet de parcs photovoltaïques.


Pour le Préfet par délégation,
Pour le Directeur Départemental
des Territoires,
Le Directeur Adjoint,

Eric DALUZ